SÉTIF

Protestation des travailleurs de la commune

Des dizaines de travailleurs de la commune de Sétif ont organisé, durant toute la journée d'hier, un sit-in devant le siège de l'APC pour dénoncer les mauvaises conditions de travail et revendiquer des avantages et des droits socioprofessionnels.

Ce débrayage a complètement paralysé tous les services de la municipalité, notamment le service de l'état-civil qui a été tout simplement fermé.

La révision de la grille des salaires et du statut particulier des personnels de la commune sont les principales revendications des protestataires. Dans leur plateforme de revendications, dont une copie nous a été remise, les travailleurs de la commune exigent la revalorisation du salaire de base et des différentes primes et indemnités. Les questions relatives à la rémunération des heures supplémentaires et l'intégration des contractuels et agents activant dans le cadre du filet social ont été aussi abordées par les contestataires.

«Nous voulons tout d'abord faire savoir que ce mouvement de protestation n'est chapeauté par aucun syndicat. Parmi nos autres revendications nous exigeons l'annulation pure et simple, de la mesure qui oblige le contractuel à déposer sa démission avant de participer à tout concours de recrutement. Nous voulons aussi que les décideurs se penchent sérieusement sur les problèmes rencontrés par les femmes de ménage objet de diktat de la part des responsables. L'APC est interpellée pour renforcer le gardiennage des écoles primaires, car faute de remplacement, ces derniers se retrouvent privés de congé. Nous revendiquons aussi l'amélioration des prestations au niveau du centre de santé de la commune ainsi que son approvisionnement régulier en médicaments», ont-ils encore affirmé ces derniers.

Les travailleurs, qui ont exigé la présence personnelle du wali de Sétif, ont menacé de recourir à une grève illimitée si leurs revendications n'étaient pas satisfaites dans un délai de quinze jours.

Notons que le travailleur de la commune a été toujours considéré comme le parent pauvre de l'administration locale.

Imed Sellami

CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DES PRODUITS MANUFACTURÉS ET SÉCURITÉ DU CONSOMMATEUR

L'administration reste impuissante

L'autocuiseur qui explose au visage de la ménagère, une bicyclette qui blesse un enfant, du shampooing qui brûle la peau, un autobus qui flambe entièrement en quelques minutes… De tels exemples sont légion.

L'argent du consommateur n'est pas le seul à partir en fumée. Souvent, sa santé est mise en danger à cause de produits non homologués mais commercialisés en toute liberté. Mais que fait l'Etat pour prévenir un tel risque ? Présentement, il est impuissant. Dixit le ministre du Commerce Mustapha Benbada.

Justement, lors de sa tournée dans plusieurs communes de la wilaya de Boumerdès, où il a visité le Centre national de technologie et de consulting CNTC (contrôle des textiles, cuir, métrologie, température, pressiomètre électrique) le CETIM, (contrôle des matériaux de construction) et un laboratoire privé d'analyses de produits alimentaires, nous n'avons pas manqué de lui exposer cette question.

Le ministre avoue que l'Etat enregistre un déficit en la matière. Pour lui, l'arsenal juridique existe comme la loi sur la protection du consommateur, mais pour l'heure, cela reste insuffisant. En effet, en discutant avec les techniciens du CNTC, ces derniers nous ont fait savoir que le certificat de conformité n'est pas un préalable pour mettre en vente des produits fabriqués localement ou importés. Par ailleurs, les clients qui leur remettent des produits pour analyses ou tests font eux-mêmes les prélèvements.

En clair, le laboratoire qui dispose de moyens importants est mal utilisé par les pouvoirs publics pour lutter contre la fraude et les malfaçons. Revenant sur le système de contrôle, le ministre laisse entendre que l'ouverture du marché national de manière accélérée a déstructuré les systèmes de contrôle. De plus, estime-t-il,

il est constaté que le secteur industriel n'a pas les moyens techniques (laboratoires) pour le contrôle des produits. Il pense que l'ouverture tantôt du LNE (laboratoires nationale des essais) avec ses 20 laboratoires participera à combler une partie de ce déficit. Entre-temps, les Algériens continueront à acheter des articles ménagers tout en priant le ciel qu'ils ne déclencheront pas d'incendie.

Abachi L.

ILS SONT ACCUSÉS DE VENTE ILLÉGALE DE LOGEMENTS

Deux cadres de l'OPGI de Blida écroués

Deux cadres de l'OPGI de Blida, dont l'un en retraite, ont été placés, lundi dernier, sous mandat de dépôt, par le juge d'instruction d'El-Affroun, alors que trois de leurs collègues ont été placés sous contrôle judiciaire.

Ils sont poursuivis pour association de malfaiteurs, abus d'autorité et utilisation illégale de biens publics du fait qu'ils sont accusés d'avoir détourné des logements pour les vendre illicitement à de tierces personnes.

Il s'agit de quatre logements sis à El-Affroun et d'un cinquième à Mouzaïa.

A noter que cette affaire a été découverte suite à la dénonciation d'un agent de l'OPGI à la Sûreté de wilaya de la police judiciaire.

M. B.

CNSLT DE TIKJDA

Les travailleurs ne démordent pas

Dans une ultime lettre adressée au ministre de la Jeunesse et des Sports, les travailleurs du Centre national des sports et loisirs de Tikjda, situé sur les hauteurs de la wilaya de Bouira et à une vingtaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya, demandent le départ immédiat et sans conditions du directeur, accusé de régionalisme et de mauvaise gestion.

En dépit de la tenue de meetings et autres sit-in par les travailleurs du CNSLT, depuis le 15 février, aucune suite n'a été donnée aux revendications de ces derniers. D'ailleurs, leur inquiétude va en augmentant quant à leur avenir professionnel et à celui du centre qui se trouve entre les mains d'une direction incompétente qui aurait, d'après eux, détourné des documents compromettants.

En effet, et malgré l'intervention de plusieurs instances, telles la DJS, la DRAG ou l'inspection du travail ainsi que la venue de hauts fonctionnaires du ministère de tutelle à des fins d'inspection et de contrôle aucun changement n'a été opéré. Aussi, et se sentant frustrés, voire même nargués par ces responsables peu scrupuleux, les travailleurs du CNSLT de Tikjda songent à entamer une grève illimitée à compter du 3 avril, et ce, jusqu'à entière satisfaction de leurs revendications.

Katya Kaci

CONSTANTINE

Un important réseau de trafiquants de psychotropes démantelé

Un dangereux réseau de trafiquants de psychotropes, composé de 6 individus, a été démantelé samedi dernier par les éléments de la brigade de recherche de la daïra d'El-Khroub.

Deux des six dealers ont été arrêtés. Quant aux quatre autres, ils sont toujours en fuite et activement recherchés par la gendarmerie.

Les mis en cause dans cette affaire, deux dealers âgés de 22 ans, ont été arrêtés en flagrant délit, en possession de plus de 940 comprimés de psychotropes et de 2 g de kif traité.

Présentés devant le parquet de la commune d'El-Khroub, les deux prévenus ont été placés sous mandat de dépôt pour possession et commercialisation de drogue.

Par ailleurs, les éléments de la brigade du chef-lieu de wilaya sont parvenus, quant à eux, dimanche, à mettre hors d'état de nuire un autre dealer activant dans la cité Daksi. Après perquisition au domicile du prévenu, les enquêteurs ont récupéré 62 comprimés de psychotropes, 150 g de kif traité, un fusil à harpon et une somme d'argent, dont un faux billet de 500 DA. Présenté devant le magistrat instructeur compétent territorialement, sous les griefs de possession et commercialisation de drogue, port d'arme de guerre prohibée et trafic de faux billets, il sera placé sous mandat de dépôt.

Farid Benzaïd

KHENCHELA

«La grogne des agriculteurs»

La décision du président de la République concernant l'effacement des dettes des agriculteurs reste ambiguë et suscite des interrogations chez les agriculteurs à Khenchela, lesquels ont exprimé colère et mécontentement vis-à-vis du flou qui caractérise leur avenir.

Les agriculteurs vivent ces derniers jours le calvaire, et ce, par suite de convocations et mises en demeure de liquidateurs, huissiers et tribunaux leur enjoignant soit le remboursement de leurs dettes soit la restitution des engins et autre matériel dont ils ont eu à bénéficier.

C'est pourquoi, ils s'interrogent sur leur sort : sont-ils concernés ou non par ces mises en demeure, voire ces menaces ?

Les responsables locaux sont interpellés à cet effet pour faire part de leur avis.

Les citoyens de la commune de Ensigha bloquent la route

La détérioration du cadre de vie, le rythme lent dans la réalisation des différents projets, l'absence d'éclairage sont les principales raisons qui ont poussé les citoyens de la commune de Ensigha, 5 km au sud du chef-lieu de la wilaya, à bloquer la route de Biskra pour amener les autorités à réagir afin de redynamiser les différents projets de la commune et trouver les solutions idoines au reste des problèmes posés.

Les fonctionnaires de la Direction du commerce en grève de 3 jours

Les fonctionnaires de la direction du commerce observent, depuis aujourd'hui, une grève de trois jours pour revendiquer la promulgation de leur statut, l'octroi de primes et indemnités et l'amélioration de leur salaire qui reste en deçà de celui attribué à leurs collègues des autres secteurs.

Benzaïm Abdelouahab

GUELMA

Un mort dans un accident de la route

Un accident mortel s'est produit ce dimanche à la sortie de la localité d'El-Fedjoudj à 7 km de du chef-lieu de wilaya sur la route nationale 80, qui relie Skikda à Guelma.

La victime, un homme âgé de 34 ans, qui était à bord d'une Peugeot 504, est décédée sur le coup, après avoir percuté de plein fouet un bus de voyageurs roulant en sens inverse.

Les personnes blessées et la dépouille ont été évacuées vers l'hôpital Okbi de Guelma. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

N. Guergour